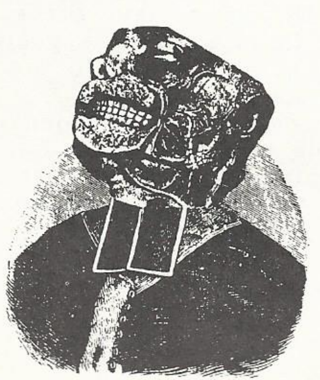
GUÉRILLA





Les dictatures utilisent
la torture pour faire oublier
la faim.
Les démocraties
des "droits de l'homme"
utilisent la lutte contre
la torture pour faire oublier
la lutte contre la faim.



CONTRE LES DROITS DE L'HOMME



N° 4

Mensuel

Novembre 1989

15 Francs

Guérilla
BP 631-04
75160 PARIS CEDEX 04

Abonnement :
100 F pour un an
Chèque bancaire à
l'ordre de Ph. Godard

Directeur de la
publication :
Ph. Godard
Dépôt légal : 89/0211
ISSN 0998-6774
Imprimeur : EDIT 71
22, rue d'Annam
75020 PARIS
Commission paritaire :
n° 71172

Librairies vendant
Guérilla :
Parallèles
47, rue Saint-Honoré
75001 Paris
Le Point du jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris
Vent d'Ouest
5, pl. du Bon Pasteur
44000 NANTES
La Gryffe
5, rue Sébastien Gryffe
69007 LYON

La paix est le danger majeur

Le danger majeur de notre époque est l'uniformisation du monde par l'imposition du modèle de développement occidental. Le danger majeur est la paix mondiale. Les droits de l'homme sont un nouvel outil dans ce laminage des peuples, des cultures, des oppositions politiques et des utopies révolutionnaires. Politique de pacification, les droits de l'homme sont une politique de normalisation et de négation.

La stratégie impérialiste n'est plus fondée sur la torture et l'assassinat politique. Ce ne sont plus les seuls moyens d'assurer la pérennité de la domination économique. Une autre politique impérialiste se met en place. Fondée sur les droits de l'homme, elle ne vise rien de moins que remplacer les "traditionnelles" dictatures. Les guerres comme celle du Viêt-nam ou les agressions comme celle de la baie des Cochons ne seront bientôt plus que des souvenirs, même si l'invasion de Grenade par Reagan ou l'intervention des impérialistes russes en Afghanistan ne sont pas si lointaines. Mais ces moments de tension extrême sont en voie de disparition, et disparaîtront si la politique "douce" des droits de l'homme réussit. La perspective d'un seul impérialisme devient crédible.

L'exemplaire stratégie yankee en Amérique latine

L'évolution récente de la politique yankee sur sa plus proche zone d'influence, l'Amérique latine, est remarquable*. L'Amérique latine a toujours été soumise à la spoliation de l'étranger. D'abord l'Europe (Espagne et Portugal et, à travers ces pays, surtout les banquiers français et hollandais, puis l'Angleterre) et maintenant les USA. La dette et son utilisation ne sont pas des phénomènes nouveaux. Mais, auparavant, la pression économico-diplomatique avait pour seul but l'octroi de marchés miraculeux ou le renversement de régimes hostiles. De nos jours, il s'agit d'imposer, en plus de ces marchés miraculeux et de la fin des régimes hostiles, une stabilité institutionnelle à l'occidentale.

* Si nous choisissons l'Amérique latine, ce n'est que par simple commodité. Les résolutions de Santa Fé sont disponibles à : DIAL, 47, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. 46.33.42.47.

En dix ans, soit de Carter à Bush, le tournant a été négocié, et vite ! Dans la résolution de Santa Fé 1 (SF 1), en mai 1980, un groupe d'experts américains républicains proposait des orientations stratégiques pour la politique US vis-à-vis de l'Amérique latine. Ils écrivaient alors : "La guerre, et non la paix, est la norme qui régit les affaires internationales." Les mêmes experts, dans la résolution de Santé Fé 2, huit ans après, écrivent : "Le plus grand triomphe du gouvernement Reagan en Amérique latine a été le retour à la démocratie." Et en effet, entre 1980 et 1988, la stratégie yankee a beaucoup changé.

Les hypothèses sont pourtant à peu près identiques en 1980 et en 1988. La menace contre les Amériques demeure : ce sont toujours le terrorisme, le trafic de drogue (dangers également soulignés lors du sommet des sept pays les plus riches à Paris, du 14 au 16 juillet dernier), la subversion communiste, la théologie de la libération et, dans une moindre mesure, perestroïka oblige, Moscou. Cuba et le Nicaragua assument presque seuls la responsabilité de la subversion communiste sur le continent latino-américain. Dans le registre des envolées lyriques et cyniques, les experts affirment que "l'éducation devra inculquer l'idéalisme qui servira d'instrument à la survie". Ils déclarent, en 1980, dans SF 1 : "Les Amériques sont attaquées de l'extérieur et de l'intérieur. Une politique consistant à attaquer les gouvernements anticommunistes accusés de violer les droits de l'homme a créé un cadre favorable à la subversion interne. Une guerre de libération contre Cuba devra être déclarée. Il ne suffit pas de contenir l'URSS, la détente est morte. La survie même de notre pays est en jeu. Les Etats-Unis doivent abandonner l'idée erronée selon laquelle on peut facilement introduire et imposer un style de vie démocratique semblable à celui des Etats-Unis. La politique des droits de l'homme - concept relatif au point de vue culturel et politique, utilisé par l'administration Carter pour intervenir en faveur du changement politique dans les pays de ce continent, affectant ainsi la paix, la stabilité et la sécurité de la région - doit être abandonnée au profit d'une politique de non-intervention basée sur un réalisme politique et éthique."

Entre SF 1 (1980) [illegible] SF 2 (1988) se produit le "Contragate", le "s[illegible]ale" des livraisons d'armes aux contras nicarag[illegible]s, en dépit de l'opposition

du Congrès américain. Ce scandale est, selon Pensamiento propio, une revue nicaraguayenne, "une crise délibérément provoquée et une crise contrôlée". Elle illustre en effet la lutte entre les durs partisans du "ramboïsme", et les "mous" partisans des droits de l'homme. Et, en effet, tout a changé en 1988 dans SF 2.

Certes, "les Amériques sont menacées". La subversion reste à l'ordre du jour. Mais l'erreur serait maintenant de croire que les Etats-Unis, qui ont toujours l'intention d'être le gendarme du monde, ne sont que de vulgaires bastonneurs. Car l'impérialisme n'est pas une simple répression militariste, pas plus qu'il ne se résume à la transnationalisation du capital. Il vise à imposer un développement au service du mode de production capitaliste en vigueur au Nord et à contrôler les pays "en voie de développement" par la gestion des crises, comme celle de la dette, et par la propagande pour le modèle occidental de consommation et de vie.

Ainsi, "la persistance de la crise de la dette devrait être mise à profit pour favoriser le passage, en Amérique latine, des gouvernements démocratiques (= juste "démocratiquement" élus) à des régimes démocratiques" (= où la démocratie est vraiment la règle acceptée par tous). Les experts de SF 2 ont conscience que l'exploitation forcenée du Sud induit une crise de l'impérialisme qui se manifeste concrètement, au Sud, par la remise en question permanente des rapports politiques et sociaux, c'est-à-dire par l'instabilité des régimes politiques. Les experts de SF 2 recherchent donc deux choses : la stabilité institutionnelle et le "passage à des systèmes de libre entreprise et de marché de capitaux". C'est la seule voie qui ne passe pas par la disparition de la société de classes. Mais le maintien du processus économique d'exploitation impérialiste a besoin d'un soutien artificiel, de nature idéologique, qui est l'instauration d'une stabilité institutionnelle. Maintenir un processus de pillage et d'appauvrissement en créant l'illusion qu'il induit une démocratisation des pays dominés : voilà le rôle de l'idéologie des droits de l'homme. La dette devient alors une arme servant à orienter et même à diriger la politique des Etats dominés. Comme le disait Brecht : "Dans les pays démocratiques, on ne perçoit pas le caractère de violence de l'économie; dans les pays autoritaires, c'est le caractère économique de la violence qu'on ne perçoit pas."

Toute la politique des Etats-Unis pour les années à venir en Amérique latine tente de résoudre, en voulant la nier, cette contradiction explosive entre l'exploitation du Sud et la volonté/nécessité pour la pérennité de cette exploitation d'imposer l'image économico-culturelle de l'oppresseur comme modèle (contradiction Nord/Sud). Pour les experts de SF 2, il faut se servir de la dette pour imposer les droits de l'homme. Substituer à la culture politique étatiste et dirigiste qui règne en Amérique latine une culture libérale. Les experts le disent clairement : "Le problème est d'ordre culturel." Les droits de l'homme amènent à l'imitation du modèle yankee. Il faut des partis politiques, certes, mais tous unis dans l'anticommunisme : "Les Etats-Unis doivent reconnaître la nécessité, pour les gouvernements qui cherchent à instaurer les régimes démocratiques, de limiter (sic !) les partis antidémocratiques." On ne saurait être plus clair...

Le modèle impérialiste

La contradiction Nord/Sud est par excellence la contradiction de l'impérialisme, et n'est pas que d'ordre économique. L'impérialisme défend l'idée que le modèle capitaliste est meilleur que tous les autres, et le seul possible. L'occidentalocentrisme, ou eurocentrisme, préconise "l'imitation du modèle occidental comme seule issue aux défis de notre temps" (Samir Amin, L'Eurocentrisme). Cet eurocentrisme a cours bien sûr en Europe et aux USA, mais aussi au Japon et dans les pays de l'Est, URSS et Pologne en tête.

Au niveau économique, la dette est l'arme majeure de l'impérialisme. Son gonflement devrait servir à financer l'effort d'adéquation de l'économie du Sud à celle des pays riches. Mais la "dette" du Sud ne pourrait pas être gérée avec le peu de heurts que l'on connaît sans une offensive idéologique à laquelle participent un anti-tiers-mondisme militant qui revient à la mode, et le quart-mondisme qui occulte de fait la misère du Sud, pourtant autrement plus grave que celle que l'on rencontre ici, dans notre quart-monde... Ces deux gadgets idéologiques tentent surtout de faire oublier la division de classes. L'idéologie des droits de l'homme en est la base, qui suppose le modèle capitaliste comme le meilleur et qui place la "fin de l'histoire" dans le respect desdits droits, abandonnant ainsi toute idée utopique de société sans classes et sans Etats. Cette vision occidentalocentrique aboutit à détruire toutes les cultures minoritaires, au Nord comme au Sud. Ce processus de déculturation/décivilisation a connu plusieurs étapes : destruction des cultures et civilisations du Sud et des cultures non hégémoniques du Nord; colonialisme et unifications nationales permettant de faire le ménage par le vide dans les colonies tout autant que dans les métropoles (la guerre de 14-18 a ainsi sonné le glas de nombreux dialectes et coutumes en Europe).

Le discours eurocentrique, qui prône l'imitation partout du modèle occidental, va de pair avec un réalisme économique qui entretient la fracture Nord/Sud. Le Nord légitime sa propre "réussite" économique au nom de ce réalisme, et légitime son eurocentrisme au nom du réalisme éthique des droits de l'homme, valeur, ô combien! occidentale. Mais il est pour le moins curieux que cette savante construction repose sur un réalisme économique et un réalisme éthique qui n'ont aucun lien entre eux, puisqu'ils justifient le premier la fracture Nord/Sud, le second l'uniformisation de la planète !

Le discours civilisateur mondialiste est une vaste escroquerie économique et éthique. Economique parce que la pauvreté du Sud va croissante. Ethique parce que la misère de millions d'êtres humains constitue un non-respect fondamental du droit le plus élémentaire de l'homme : vivre décemment.

Cela dit, il est bien évident que la plupart des "cultures locales", laminées par la sous-culture yankee, étaient déjà le produit de laminages de type impérialiste. Ainsi, l'islam ou le christianisme ont réduit à néant des centaines de langues, de cultures et de peuples. Nous critiquons ici le processus impérialiste de la sous-culture capitaliste ou religieuse, et nous combattons ce processus au nom d'une conception anticapitaliste et non pas culturaliste. De même, nous combattons toute culture bourgeoise, réactionnaire ou féodale, qu'il ne s'agit pas de "retrouver" sous les déchets yankees. L'anti-impérialisme n'est rien sans anticapitalisme.

On a oublié le droit... de manger !

L'idée des droits de l'homme, en affirmant que les hommes ont le droit de vivre comme ils le veulent, aboutit dans les faits à rendre illégitimes les oppositions et les cultures minoritaires. Car revendiquer le droit d'être "comme l'on veut" n'a de sens que si ce droit est institutionnellement bafoué. Si ce droit est légalement accordé, comme dans nos prétendues démocraties, il devient dans un premier temps idiot de revendiquer une identité qui est minoritaire mais "garantie", puis cela devient illégitime et, finalement, interdit. Ce qui élimine toute lutte politique radicale : pourquoi lutterait-on alors que tout est accordé ? Si chacun a le droit de vivre comme il l'entend, pourquoi vouloir changer le monde et chercher mieux ? Quel "mieux" ? La première imposture réside dans ce que les droits de l'homme sont une revendication complètement minimale. Tellement minimale que seuls Hitler et Khomeiny se seraient vantés de ne pas les respecter.

La seconde imposture est que les droits de l'homme ne sont respectés qu'avec les opposants qui se situent dans une opposition légale, donc tolérée. Une opposition qui reconnaît justement le bien-fondé des droits de l'homme. Avec ceux qui refusent cette idéologie minimale, le pouvoir ne se prive pas de transgresser ses propres principes, qui ne sont donc édictés que pour ceux qui les respectent ! Voilà encore une politique en vase clos, qui a pour les classes dirigeantes l'immense avantage de faire sortir du cadre politique toléré les oppositions non consensuelles. Pourquoi se battre pour mieux, puisque nous avons déjà le "meilleur possible actuel" ? La politique ne se vit et ne se déroule que dans les cadres stricts de la gestion, tandis que la radicalité est dépolitisée par le pouvoir et ses médias. La subversion devient tout à coup illégale. Les révolutionnaires ne relèvent plus que des tribunaux.

Les droits de l'homme ne sont, eux, ni subversifs ni radicaux. Ils ne sont pas radicaux car, s'ils sont la fin de la torture et des emprisonnements abusifs, ils ne sont, dans le meilleur des cas, que cela. Nous, nous travaillons à la libération, à la révolution sociale, à la fin de l'aliénation et de l'exploitation, au dépassement du mode de production capitaliste, ce qui est tout autre chose que la fin de la torture, et qui l'inclut bien entendu, la réciproque étant fausse : on peut tout à fait aliéner et exploiter en respectant les droits de l'homme. C'est même plus efficace, affirment en 1988 les experts de Santa Fé !

Les droits de l'homme ne sont pas non plus subversifs parce que lutter pour leur respect inclut l'idée d'une normalité de la contestation, pendant de la normalité du gouvernement. Puisque ce dernier gouverne sans torturer, nous devrions contester dans les cadres tolérés. Le pouvoir veut circonscrire le terrain politique à un espace protégé, champ de manœuvre des politiciens, des journalistes et des publicitaires. Or, la démocratie n'est plus la liberté ni le droit dès lors qu'elle ne tolère rien en dehors de sa légalité. Les droits de l'homme, ce sont les "alternatives tranquilles" et la tentative de délégitimer les positions extra-légales ou a-légales.

La subversion est évacuée par un tour de passe-passe. Les droits de l'homme sont une politique du "moins pire possible". Vaut-il mieux vivre sous les droits de l'homme que de risquer la libération ? Oui, répondent ceux qui délivrent le message pacificateur des droits de l'homme. Ce n'est pas un hasard si ce message a de nombreux fondements communs avec la théologie dite de la libération. Car la libération dont parle cette théologie est, au mieux, la libération ici-bas du joug des dictatures. Et cette libération-là n'est rien d'autre que... le respect des droits de l'homme ! La théologie de la libération est le



On sait que les experts en contre-insurrection du type Xavier Raufer (DST-*L'Express*) ou les journalistes à sensation (Jacquard, du *Point*, Raffy, du *Nouvel Obs*) ont l'habitude de procéder à des amalgames douteux. On s'attendait moins à lire sous la plume de Frédéric Oriach que le numéro 3 de *Guérilla* était "entièrement dédié à la pratique" d'Action Directe.
Le premier texte de notre numéro 3 (signé AFAPP) visait à soutenir les militants emprisonnés d'AD lors de leur grève de la faim. On n'a guère vu ni entendu ni lu Oriach à ce sujet.
Le second article, bien plus long, montrait les implications sociales de la politique de G. Besse à la Régie Renault.
Il n'y était à aucun moment question de la pratique d'AD.
Comme Oriach sait lire (puisqu'il prétend savoir écrire, et qu'il est même en train de pondre un roman... révolutionnaire ?), seule sa paranoïa anti-AD explique ces inepties.

D'ailleurs, dans une revue qui annonçait la parution prochaine de *Paroles directes* (voir article), où Ph. Godard était présenté comme participant à la revue d'Oriach, *Hérésies*, ce dernier a cru bon de préciser que la participation de Godard avait été envisagée, puis finalement "n'avait pas été retenue".
Quel euphémisme !
Si elle n'a pas été "retenue", c'est parce qu'Oriach craint de se retrouver assimilé à AD. Par quel biais ?
Un cousin du grand-oncle du logeur du percepteur de la maîtresse de Xavier Raufer se trouve habiter la rue perpendiculaire au PMU où Godard fait son tiercé !
Oriach annonce de plus qu'*Hérésies*, qui n'est pas paru depuis un an, continue de sortir régulièrement. Nous n'avions pas compris que cette feuille était quinquennale ! Si son plan se déroule comme prévu, Oriach devrait en être au stade de la NEP (Ne pas s'Embrouiller en Politique). Ces derniers temps, il a sans aucun doute perdu du terrain par rapport à cet objectif.

Frédéric, on aimerait bien te revoir sur le front de classe, plutôt que sur celui de ton éditeur !...

pendant religieux encore indispensable, vu l'enracinement des croyances religieuses au Sud, de l'idéologie politico-sociale des droits de l'homme.

Nous combattons l'idéologie des droits de l'homme. Lutter pour leur respect ne peut aboutir qu'à un monde d'où la lutte politique sera bannie, où les opposants politiques seront chloroformés dans les marais du consensus et les quartiers d'isolement des banlieues et des prisons. L'idéologie des droits de l'homme est une arme dans laquelle la bourgeoisie a tant investi que nous n'avons aucune possibilité de la retourner dans un sens révolutionnaire. Elle œuvre concrètement à la fin des perspectives politiques de changement radicale, à l'"oubli" de l'aliénation et de l'exploitation. Dans les pays du Nord, on nous a obligés à mourir d'ennui plutôt que de mourir de faim. Mais ce monde, aseptisé ou non par les droits de l'homme, est tellement ignoble que nous chercherons encore et toujours à le transformer.

En fin de compte, l'idéologie des droits de l'homme est elle-même une idéologie impérialiste, en ce sens qu'elle veut imposer à la planète entière un modèle d'institution politique. L'idéologie des droits de l'homme est en soi un impérialisme.

Le premier droit que devrait avoir l'homme est de manger. Sans cela, ni bonheur ni liberté. L'idéologie des droits de l'homme n'en parle jamais, comme par hasard ! Elle parle de la torture pour faire oublier la faim. Le seul droit qui reste encore à l'homme est de lutter. Ce droit-là se heurte forcément, à un moment ou à un autre, au pouvoir établi. Demander le respect des droits de l'homme, c'est signer l'armistice et renoncer à toute utopie. Car que la subversion soit "illégale" pour le pouvoir ne nous dérange pas. Que nos activités soient ou non autorisées jusqu'à un certain point, peu nous importe. Nous ne nous situons pas par rapport à la légalité. Nous ne nous déterminons pas par rapport à elle. Nous sommes bien plutôt dans l'a-légalité. Les droits qu'aurait l'homme sont étrangers à la justesse d'une ligne révolutionnaire. Notre légitimité ne peut être perdue que dans la compromission ou la cessation du combat. Elle provient de la légitime revendication d'un monde sans classes et sans Etats.

Nous constatons, pour finir, que là où les droits de l'homme ne marchent pas, comme en Iran, le capitalisme s'accommode tout à fait, et même favorise, des tyrans de la pire espèce. Les droits de l'homme sont une "tendance", très forte, mais pas une panacée.

Organiser la contre-offensive internationaliste et prolétarienne

Dans une période de reflux révolutionnaire comme celle que nous vivons, il est rassurant de s'appuyer sur des visions mécanistes et dogmatiques. Le tiers-mondisme n'est qu'un humanisme qui, contrairement à l'anti-impérialisme, exclut la dimension de la lutte des classes de sa problématique et ne voit le salut que dans un tiers monde mythifié, où les classes dirigeantes locales seraient les victimes des bourgeoisies du Nord. A l'opposé, il existe une thèse prétendue marxiste, pour laquelle seules les classes ouvrières "mûres" des pays développés ont la possibilité d'ouvrir la voie au socialisme. Ainsi, la théorie des cinq stades de Staline (communisme primitif - esclavagisme - féodalisme - capitalisme - socialisme) exclut toute autre voie de développement et affirme que l'impérialisme est le passage obligé vers le socialisme. Il y aurait d'un côté, "dans les pays avancés, la guerre civile du prolétariat" pendant que "les nations non développées, retardataires et opprimées" n'en seraient qu'au stade des mouvements de libération nationale (Lénine). Comme toujours, c'est la réalité qui tranche. Actuellement, il n'est pas niable que :

- les classes ouvrières européennes ont largement intégré le modèle de développement capitaliste et le confort, même relatif, qu'il signifie pour elles;
- elles ont rarement une conscience internationaliste;
- ces classes sont très divisées et luttent peu contre cette division et les entreprises aliénantes qui les maintiennent dans une attitude égocentrique (voir "Politique et rôle du PDG de la Régie Renault, Georges Besse", Guérilla n°3);
- en revanche, au Sud et depuis la révolution bolchevik, se sont produits tous les bouleversements notables : Chine, Cuba, Albanie, Nicaragua, Viêt-nam, Guinée-Bissau, Angola, Mozambique, etc., et encore actuellement, c'est au Sud qu'on enregistre les luttes les plus radicales.

Le sous-développement du Sud est le produit du développement du Nord. Ce qui signifie qu'aujourd'hui le prolétariat du Nord profite en partie du système d'exploitation qui asservit le Sud. Cependant, dans le cadre d'un processus révolutionnaire, la contradiction bourgeoisie/prolétariat est la seule qui, si elle est résolue, aboutira à la libération de l'ensemble de l'humanité. Le chemin de la révolution sociale ne peut que prendre en compte les aspirations de toute la planète. L'internationalisme fut cette conception du monde qui permit le dialogue et l'action révolutionnaire de tous les exploités.

Le Sud n'est arriéré que d'après un schéma révolutionnaire trop classique. Le processus qui centre toujours les espérances révolutionnaires sur le Nord et abandonne l'idée d'une autre voie vers le socialisme sert les intérêts des bourgeoisies occidentales. Cette vision occidentalocentrique a déjà, en son temps, justifié le colonialisme puisque les métropoles devaient "hisser" les colonies vers le capitalisme, donc vers le socialisme. On connaît le résultat... Il serait très grave que les cultures non occidentales continuent de disparaître, rabotées par la non-culture yankee. C'est ce qui se passera dans l'éventualité d'une obligation, pour les peuples du Sud, de vivre tout le cycle du développement capitaliste. Or, certaines cultures non occidentales renferment déjà des principes essentiels de la société sans classes. Il faut être bien prétentieux pour affirmer qu'aucune d'entre elles n'est plus avancée que nous sur le chemin de la libération sociale.

Ceux qui, à gauche, donnent systématiquement la primauté aux classes ouvrières des pays capitalistes en sont venus à accumuler les concessions. Comme le dit Samir Amin, "de concession en concession, les forces de gauche et du socialisme en Occident ont fini par renoncer à la dimension impérialiste de l'expansion capitaliste la place centrale qu'elle doit occuper dans l'analyse de la réalité et dans la définition des stratégies progressistes d'action. Ce faisant, elles se sont ralliées à l'idéologie bourgeoise dominante dans ce qu'elle a de plus essentiel : l'eurocentrisme et l'économisme".

Au XIXe siècle, l'internationalisme prolétarien a largement "accompagné" la mondialisation du modèle occidental, allant jusqu'à justifier la colonisation, alors qu'il s'agit d'opérer une rupture avec le schéma impérialiste. L'internationalisme n'est révolutionnaire que s'il va contre l'uniformisation imposée à la planète non pas par goût de la différence, mais par nécessité révolutionnaire de sauvegarder et de cultiver les différences. C'est la seule voie pour que les individus, peuples, cultures et civilisations retrouvent le pouvoir sur leur vie s'ils ne veulent pas être projetés contre leur gré dans un futur robotisé. Un modèle, quel qu'il soit, s'il est planétaire, est en soi totalitaire.

L'internationalisme n'a plus (a-t-il jamais eu ?) à être en adéquation géographique avec l'impérialisme. Il n'a pas plus à s'appuyer sur des conceptions rétrogrades. Ainsi, les nations, notamment européennes, sont engagées dans un processus supranational et leur souveraineté s'en trouve de plus en plus limitée. De plus, le cadre de la nation est largement réactionnaire et correspond à des formations politiques que nous ne revendiquons pas. La formation de la nation française est, à son échelle, un processus impérialiste, uniformisateur et normatif. Or, l'utopie n'est pas un modèle général pour tous les peuples de toutes les époques et elle s'oppose toujours aux processus normatifs. La vision eurocentrique va dans le sens de l'impérialisme, car ce dernier ne cherche, en divisant le prolétariat mondial en prolétariats nationaux, qu'à faire oublier les contradictions dominants/dominés qu'il suscite, soit bourgeoisie/prolétariat et Nord/Sud.

L'internationalisme aujourd'hui n'est plus grand-chose, mais il a une histoire et une réalité. La popularisation de la situation vécue et des luttes du Sud est sans doute nécessaire sans être jamais suffisante. Ce qui est déterminant n'est pas tant de mesurer la misère du Sud que de cesser de croire que seule la voie occidentale du progrès est viable. Le développement des perspectives révolutionnaires au Nord, replacé dans un cadre mondial, permet à la fois de combattre l'intense exploitation du Sud et d'ouvrir la possibilité pour la planète entière de suivre une autre voie que le capitalisme. L'anti-impérialisme sans la lutte de classe ici n'est rien.

Mais nous devons aussi contrer le laminage des cultures locales et du Sud par l'impérialisme culturel yankee. Retrouver la conscience de communauté mondiale d'intérêts de la classe exploitée afin de mener contre le mode de production capitaliste une lutte internationale, qui ne nie pas les spécificités locales. Nous les considérons au contraire comme la seule base d'un respect mutuel des peuples, comme la condition indépassable pour construire un monde qui ne soit pas une dictature des prolétariats les plus avancés sur les autres, qui seraient "attardés" voire "rétrogrades". Trouver l'articulation dialectique entre le local et le mondial, qui attaque l'impérialisme sur tous les fronts, et préfigure l'utopie de la révolution sociale à l'échelle planétaire.

Encore une idéologie-marchandise !

En même temps que l'ossature idéologique du moment, sur laquelle se base la politique impérialiste actuelle et pour les quelques années qui viennent, les droits de l'homme ne sont rien de plus qu'une nouvelle marchandise. Rien de plus ni surtout rien de mieux. Ils ne sont pas le mal universel et atemporel. Sans doute sera-t-il utile de suivre, puis de devancer l'évolution de la politique impérialiste, pour au moins savoir contre quoi on lutte, et ne pas avoir toujours une idéologie de retard...

RUFA LES PROCÈS

Le 2 mars 1989, lors de l'occupation des locaux de Rufa, à Caen, un policier était un peu bousculé...
Une inculpation en a résulté à l'encontre de Joël Lamy, qui n'était pourtant pas présent ce matin-là.
Mais il est vrai qu'il est un militant connu depuis une quinzaine d'années dans la région, où il travaille à l'auto-organisation des travailleurs.
Or, comme préalable à cette occupation du 2 mars, la CNT (anarcho-syndicaliste) et les travailleurs non syndiqués avaient posé un soutien réciproque et mutuel, préalable que la CGT et la CFDT avaient accepté. Mais, face à l'inculpation de Joël Lamy, travailleur extérieur à Rufa, et comme les autres inculpations ne touchent que des travailleurs non syndiqués, tant la CGT que la CFDT se sont rétractées.
Elles dévoilent ainsi leur caractère et leur volonté de collaboration de classe.
La lutte s'organise donc en dehors des structures syndicales, et contre celles-ci.
Quinze personnes, qui étaient présentes sur les lieux le 2 mars, ont demandé à être inculpées à la place de Joël Lamy. Leur requête a été remise au juge.
Il a fallu prendre des avocats. Il faut donc de l'argent !
Les dons sont les bienvenus...

Vous pouvez adresser vos chèques à l'ordre de CEDIC à l'adresse suivante :
Comité Anti-Répression Rufa
BP 2010
14019 CAEN CEDEX



CONTRE LA SOLUTION POLITIQUE

La revue italienne Anni'70, partisan de la "solution politique", a publié récemment une traduction d'un article d'un membre du collectif de rédaction de Guérilla présentant le livre Paroles directes, auquel participent, entre autres, les militants d'Action Directe. Cet article aurait été publié, selon la revue italienne, "à la demande des auteurs". Or, cela est faux. Même s'ils ne sont pas en accord avec la démarche politique de Paroles directes, la publication de cet article permettait aux rédacteurs d'Anni'70 de nous inclure contre notre gré dans le débat sur la "solution politique". Et ce d'autant plus efficacement que cet article aurait été publié "à la demande des auteurs", ce qui est, répétons-le, totalement faux.

La "solution politique" n'est pas une découverte. Elle consiste, avec des variantes selon les identités des interlocuteurs et les rapports de forces, à négocier avec l'Etat les conditions de libération des prisonniers politiques, voire leur "réinsertion". Si les mouvements nationalistes, dont nous ne soutenons pas le projet politique mais dont nous comprenons la logique, peuvent traiter avec les Etats bourgeois, c'est parce qu'eux-mêmes se posent en interlocuteurs, sur un pied d'égalité avec l'Etat. Ils sont des Etats en formation. Mais comment les communistes peuvent-ils considérer l'Etat comme un interlocuteur ?

Pour notre part, nous nous situons en dehors du débat sur la "solution politique".

Toute solution négociée participe aux intérêts de l'Etat. Celui-ci n'accorde jamais quoi que ce soit sans obtenir en contrepartie une dissociation du combat de classe, a fortiori dans une période où le rapport de forces n'est pas en faveur des révolutionnaires, comme c'est le cas aujourd'hui en Europe. Cette tendance à la "solution politique" a pris naissance chez les prisonniers, et le débat se circonscrit à la prison, appuyé par quelques relais à l'extérieur. Il ignore en fin de compte la dimension politique : on assiste à l'émergence d'un "grand parti des prisonniers" (en Europe de l'Ouest ?) dont la centralité du combat a dévié de la classe vers la prison. La seule libération des prisonniers garante de leur identité révolutionnaire passe par une mobilisation de masse en leur faveur. Or, la négociation fait l'impasse sur le prolétariat et, en évacuant la dimension politique de classe, elle aboutit à anéantir les acquis d'une pratique d'avant-garde.

Parmi toutes les "solutions politiques", celle prônée par Scalzone, qui ne correspond pas à la ligne d'Anni'70, consiste en "l'amnistie pour tous, inconditionnée et indiscriminée". Malgré sa formulation généreuse et faussement radicale, elle est aussi une escroquerie : où s'imposera-t-elle ? dans la rue ou dans les ministères ?

Nous sommes contre la solution politique.

Elle consiste en effet en la reconnaissance, par les prisonniers qui se livrent à ces tractations, de la légitimité de l'Etat, en plus de sa légalité. Car si l'Etat, de fait, dicte sa loi, cela n'implique en rien qu'il soit légitime, bien au contraire. L'Etat bourgeois impose sa légalité au nom de l'idée démocratique. Mais il ne sert que les intérêts de la classe dominante et perd ainsi toute légitimité. Ce qui montre bien que la seule légitimité du combat de classe ne peut se situer qu'en dehors de la légalité, dans l'a-légalité. Celle-ci ne se confond pas avec l'illégalité, qui n'est pas en soi subversive puisqu'elle est pratiquée par toutes les classes, y compris la bourgeoisie, et même par l'Etat. Si nous n'avons rien à demander à l'Etat, il faut être cohérents : la libération des prisonniers ne peut s'imposer que par la lutte prolétarienne.

L'Etat ne peut manquer de tirer tout le parti possible du reniement que constitue, pour des communistes, la négociation avec un Etat bourgeois réactionnaire. Ceux qui se livrent à ces tractations apparaissent comme peu soucieux de la rigueur que doit revêtir la pratique révolutionnaire. Il ne faut dès lors pas s'étonner de réactions du type : "Même s'ils se disent communistes, même s'ils ont été des purs et durs, les voilà prêts à magouiller pour tirer leur épingle du jeu." Ce n'est pas avec l'Etat que nous "jouons", mais contre lui. La rigueur de la pratique est un atout pour les révolutionnaires, dans une période où pour le pouvoir ses mensonges incessants sont une arme.



Tous les discours qui enrobent les diverses "solutions politiques" d'un vernis pseudo-révolutionnaire parviendront-ils à faire croire au caractère authentiquement politique de cette démarche ? Nous espérons que non.

Dernière heure : pour certains, le "grand parti des prisonniers" ne connaît plus de frontières politiques. Le supplément à Cavales, édité par la Commission Prison-Répression, révèle une certaine intimité entre ce groupuscule et Anis (Naccache) et Salaheddine (El Kara)... La confusion est plus que jamais totale : Azita Monachipour, militante communiste iranienne, côtoie bien malgré elle à la page 4 de ce bulletin les barbouzes du Hezbollah.

Contre la "solution politique" et le "grand parti des prisonniers", la seule ligne juste est la continuité du combat de classe, continuité que représentent, entre autres, les prisonniers de la guérilla qui n'y adhèrent pas.

Danaé Orsoni et Philippe Godard



Textes disponibles à la BP de Guérilla :

* Activité et bilan de la coordination de soutien aux militants d'Action Directe en grève de la faim (20.4.89 - 21.7.89). Ce dossier comporte un bilan, une chronologie, les tracts et communiqués ainsi qu'une revue de presse. Prix : 30 F.

* Oser lutter, oser vaincre. Textes et documents de la seconde grève de la faim du comité de lutte des prisonniers d'Action Directe. Prix : 30 F.

* Remarques fondamentales de la Ligue de propagande armée marxiste-léniniste (LPAML) de Turquie. Ce texte est un extrait du plaidoyer des 300 combattants de la LPAML qui ont été jugés par un tribunal militaire turc. L'intégralité du plaidoyer, intitulé "La fin du jour ne peut juger l'aube", comporte environ 1000 pages et n'est pas encore traduit. Les extraits disponibles concernent les seules actions de guérilla urbaine dans la région d'Istanbul. Prix : 20 F.



Paroles directes.
Légitimité, révolte, révolution : autour d'Action Directe

Ce livre est un ouvrage collectif. Fruit d'un travail long et rendu difficile par toutes sortes d'obstacles, il comporte des contributions de : Joëlle Aubron, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan; Loïc Debray; Jean-Pierre Duteuil; Philippe Godard; Henri Lefebvre et Catherine Régulier; Anne Steiner; Jacques Wajnsztejn. Une importante partie documentaire regroupe l'ensemble de la déclaration des militants d'Action Directe lors du procès dit "procès Besse", ainsi qu'une chronologie et de larges extraits du communiqué du commando Pierre-Overney.

*

La souscription est ouverte au prix de 80 F l'exemplaire (au lieu de 115 F). Chèque à l'ordre de Acratie, adressé à notre BP. Le livre sera disponible en janvier 1990.

* I JUST NEED TO KNOW WHAT THESE ADS ARE FOR.